

En finir avec le vieillissement social

La thèse soutenue dans cette contribution¹ est que le vieillissement social, à savoir la naturalisation de l'âge comme source de marginalisation sociale, est la conséquence de la déresponsabilisation des retraités vis-à-vis du travail productif.

Bernard Friot

Professeur émérite à l'université Paris Nanterre

DÉCLARER les retraités « utiles socialement » par leurs activités multiples, mais « improductifs » car aucune de leurs activités n'est considérée comme un travail producteur de valeur économique, c'est les amputer d'une dimension importante de la personne. *A contrario*, toute personne adulte doit être posée dans sa capacité de mener un travail productif jusqu'à sa mort.

Poser les personnes comme productives jusqu'à leur mort ne transforme pas toutes les activités des retraités en travail et n'est pas davantage une injonction qui leur serait faite de travailler : il faut distinguer soigneusement la validation sociale des activités comme travail (nécessairement aléatoire et intermittente) et la validation des personnes comme travailleuses (qui doit devenir permanente).

Si on ne résout pas l'aliénation dans le travail productif capitaliste en étant libéré du travail productif, mais en libérant le travail productif de sa soumission au capital, alors c'est un considérable déplacement de l'action collective, du *voice*², qui est en jeu. Il faut interroger deux tentations symétriques de renoncement au combat, d'*exit* : renoncement traditionnel qui s'exprime dans la conquête de temps de hors-travail (celui de la retraite en particulier) sans mobilisation pour la sortie du travail de sa folie capitaliste, renoncement plus nouveau avec la montée de l'aspiration à une société sans travail, sans valeur, sans monnaie, une société de l'activité où disparaîtrait magiquement la violence des choix nécessaires sur ce qui vaut et ce qui ne vaut pas.

Le vieillissement social est la conséquence de la déresponsabilisation des retraités vis-à-vis du travail productif

La retraite est un temps défini comme improductif. Or, la définition d'une période de la vie adulte située hors du travail productif exprime l'aliénation à la définition capitaliste du travail et du statut économique de la personne. Pire, cette improductivité du temps de la retraite, loin d'être questionnée, est célébrée comme une libération vis-à-vis du travail.

Le capitalisme organise notre impuissance vis-à-vis du travail productif. La définition de ce qui est productif dans nos activités, et son organisation, sont le monopole de la bourgeoisie capitaliste : elle décide de ce qui va être produit en ayant de la valeur, comment, où, par qui, et de sa distribution. La bourgeoisie et non pas « le marché », comme on le dit souvent. Que le monopole sur le travail productif s'inscrive dans une concurrence marchande entre les groupes capitalistes ne l'altère pas comme monopole de la bourgeoisie. Certes, la concurrence marchande fait que la pizza qui atterrira dans notre assiette sera une pizza Carrefour et non pas une pizza Leclerc, ou vice-versa. Mais, et c'est là l'essentiel, ces deux pizzas « en concurrence » sont exactement les mêmes produits, à la fois calibrés à toutes les étapes de la production et de la distribution alimentaire pour mettre en valeur du capital et adéquats à la détermination capitaliste de nos vies : emplois du temps, déplacements, arbitrages budgétaires (réduire la part de l'alimentation pour faire face à l'explosion du coût du logement), etc.

Une institution décisive de notre impuissance vis-à-vis du travail productif est l'organisation systématique de son étrangeté vis-à-vis de nos personnes, de son hétéronomie. Monopole de la bourgeoisie, qui ne nous y donne accès qu'à sa guise et sans nous laisser y décider quoi que ce soit, le travail est un ailleurs dans lequel il faut entrer (la période « d'insertion » imposée aux jeunes), dont nous pouvons être sortis par le chômage et dont nous sommes définitivement sortis dans la retraite. Le statut économique capitaliste de la personne repose sur sa constante nudité vis-à-vis du travail. « Individu libre » sur le marché du travail ou des biens et services, elle reste toute sa vie sans aucune qualification comme productrice, ne trouvant dans ses périodes de travail que l'occasion d'accéder à du pouvoir d'achat dont elle anticipe (emprunt) ou diffère (cotisation, épargne) une partie pour subvenir à ses besoins dans ses périodes « hors travail ». La bourgeoisie capitaliste nous tient en laisse.

L'obscurité propre à la retraite est que cette amputation décisive est célébrée. Ne pas être reconnu comme

productif en tant que personne, ne l'être que par intermittence et sans pouvoir sur le travail au gré de l'accès à l'emploi ou de la validation d'une activité indépendante : cette amputation constitutive de l'anthropologie capitaliste, *fatum* pesant en permanence sur nos vies, est célébrée comme une libération dès lors qu'elle devient définitive. Définitivement amputés, nous serions libérés !

L'entrée dans cette irresponsabilité économique appelée à durer jusqu'à la mort amplifie les effets dévastateurs de l'irresponsabilité constitutive du statut économique de la personne dans le capitalisme. Car même si c'est sur un mode aléatoire et aliéné, soumis aux diktats du management et sans pouvoir de décision sur le produit, la participation à la production de valeur au cours de la carrière dite active inscrit régulièrement la personne dans l'espace public de la valeur et permet, comme pour le salaire, de poser les prémices de la subversion de sa pratique capitaliste. Mais la retraite sonne le glas de cette possibilité : produire de la valeur est désormais exclu. Dès lors, la sphère privée, associative ou militante sans prise sur la valeur mais aux activités « choisies » devient l'unique lieu d'investissement des retraités. Activités « choisies » entre guillemets, car l'organisation capitaliste d'un travail aliéné génère un hors-travail qui l'est tout autant : le bénévolat des retraités en matière d'aide aux devoirs, d'aide alimentaire ou de protestation militante contre les violences policières bouche les trous, à la marge, du travail d'éducation, de production alimentaire ou de sécurité. Cette marginalité pèse sur les intéressés, dont l'investissement bénévole des premières années d'inactivité cède la place à un repli parfois pratiqué dès l'entrée en retraite lorsque la fin du travail est vécue comme un arrachement. Ce repli est au cœur du vieillissement social.

Toute une industrie de l'activation va alors inciter les retraités à « lutter contre le vieillissement ». À l'obscurité de célébrer une amputation s'ajoute celle de vanter les mérites d'un moignon fait d'ersatz de l'essentiel manquant. « Maintenir ses liens sociaux », « conserver son capital cognitif » devient affaire d'activités multipliées. On ne sera pas surpris que cette activation des « vieux » soit la même, avec la même inefficacité, que celle qui accable les « jeunes » en train de « s'insérer » ou les chômeurs incités à « améliorer leur employabilité ». Tous, niés comme travailleurs, font face à une injonction d'activités, censées les rapprocher du travail, entreprise évidemment impossible, l'horizon du travail se dérochant à mesure que l'employabilité s'améliore.

Il n'est pas besoin de réinventer l'eau chaude pour sortir de ces impasses. Les combats du siècle dernier sur le salaire ont produit le salaire à la qualification personnelle, celui des fonctionnaires et des salariés à statut de la RATP, de la SNCF ou d'EDF-GDF, celui des retraités du régime général. S'ils sont attaqués avec une telle détermination, c'est parce qu'ils

commencent à instituer un statut du producteur alternatif au statut capitaliste : les personnes ne sont pas nues vis-à-vis du travail, elles sont habillées d'une qualification qui les pose en permanence comme productrices. On a bien vu pendant le confinement les effets positifs de cette sortie de l'aléa d'une reconnaissance capitaliste du producteur au gré de la validation sociale de l'activité : tandis que les indépendants et les payés à la tâche étaient à poil, les fonctionnaires ont conservé leur salaire dans sa totalité. C'est sur ce conquis qu'il faut aligner tous les adultes. Je m'en explique longuement dans *Vaincre Macron* et dans *Un désir de communisme*³. En matière de retraite, cela suppose d'opposer à l'unification des régimes autour du différé des cotisations voulue par Macron leur unification autour du maintien à vie du meilleur salaire.

Distinguer la validation sociale des activités de la validation des personnes comme travailleuses

Proposer que les retraités disposent à vie de leur meilleur salaire, voire qu'ils puissent continuer à progresser en qualification, qu'ils soient considérés comme des travailleurs et non pas d'anciens travailleurs, qu'ils restent en capacité de produire de la valeur économique jusqu'à leur mort, suscite couramment deux objections, l'une militante et l'autre savante.

L'objection militante est celle de l'injonction au travail jusqu'à la mort alors que la réduction du temps de travail, qu'elle s'opère sur sa durée au cours du cycle de vie (avec la prolongation de la scolarité et l'abaissement de l'âge de la retraite) ou sur sa durée hebdomadaire, est un conquis décisif. L'objection savante est celle de la confusion entre activité, travail concret producteur de valeur d'usage, et travail, au sens de travail abstrait producteur de valeur économique : dire que les retraités sont des travailleurs parce qu'ils ont un salaire, et non pas le différé de leurs cotisations, ce serait poser toutes leurs activités comme du travail par une espèce de coup de force nominaliste alors que seules les activités socialement validées comme productives sont du travail.

Qu'il ne faille pas confondre travail concret et travail abstrait, et que la réduction du temps de travail soit une conquête décisive, qu'une part croissante du temps que nous consacrons à des activités soit menée hors de toute considération de valeur, voilà des évidences à affirmer soigneusement. Mais elles ne fondent une objection à la pension comme salaire à vie, et à la qualification des personnes comme travailleuses jusqu'à leur mort, que si l'on en reste à la définition capitaliste du travailleur.

Ré-insistons sur ce point. Ne sont « travailleuses » dans le capitalisme que les personnes en train de mener une activité qui met en valeur du capital, parce que la validation sociale des personnes comme travail-

leuses se confond avec la validation sociale de leur activité comme productive. En dehors de ces périodes où elles mènent une activité productive, elles sont inactives. Objecter que la permanence de la reconnaissance d'une personne comme travailleuse suppose qu'elle est en permanence en train de mener une activité productive, c'est donc considérer comme naturelle la définition capitaliste du travailleur comme « quelqu'un qui est en train de travailler ». Or cette définition capitaliste du travailleur par quoi la bourgeoisie nous tient en laisse a commencé à être défaite par une autre, que je qualifie de communiste dans la mesure où elle est une condition nécessaire (non suffisante) de la souveraineté des personnes sur le travail, composante décisive de la sortie communiste du capitalisme. C'est tout l'enjeu de l'invention, au cours du siècle dernier, du salaire à la qualification personnelle, sur laquelle il faut revenir.

La rémunération capitaliste, que Marx désigne comme « salaire », est le prix de la force de travail, c'est-à-dire la reconnaissance des besoins dont je suis porteur pour faire telle tâche dont la validation marchande permettra la valorisation d'un capital. C'est contre elle que le salaire, inexistant comme institution au XIX^e siècle, s'est institué au XX^e siècle. Le salaire est une institution anticapitaliste, fruit d'un combat de classe constant de la CGT pour la qualification : qualification du poste, dans l'emploi défini par la convention collective qui sort les indépendants et les contrats à la tâche de l'infra-emploi, mais plus significativement encore, au-delà de l'emploi, qualification de la personne dans le grade de la fonction publique et des travailleurs à statut. La qualification est une institution haïe de la bourgeoisie qui témoigne que la classe ouvrière existe comme classe révolutionnaire pour soi, en capacité de contester la forme valeur capitaliste – la valeur d'échange – qui n'inscrit le travailleur dans l'ordre de la valeur que par intermittence, à la mesure de ses tâches validées sur des marchés, du travail ou des biens et services, sur lesquels il n'a aucune prise. Au contraire, la qualification, dans sa forme aujourd'hui la plus aboutie, la qualification du grade attaché à la personne, sort le travailleur de l'aléa de la valeur d'échange et le confirme en permanence comme producteur. Le mouvement n'est que commencé, et loin d'être abouti : les fonctionnaires, par exemple, ne sont payés qu'à mi-temps s'ils travaillent à mi-temps. Mais quelle libération que de n'avoir plus à quémander sur le marché du travail ou sur celui des biens et services sa reconnaissance comme travailleur, à la stricte mesure de ses tâches validées ! Dans le capitalisme, la personne reste en permanence étrangère au travail, institution qui est le monopole de la bourgeoisie, le travailleur ne pouvant que se constituer un avoir, un « compte personnel d'activité » sur lequel il pourra tirer dans les périodes où il n'est pas reconnu comme travailleur. Au contraire, dans le mouvement du communisme est en train de s'instituer un tout autre

travail, endogène aux personnes, lesquelles sont enrichies d'une qualification qui les libère de l'aléa de la validation de leur activité.

C'est parce que la personne est en permanence porteuse d'une qualification (et donc d'un salaire) qu'elle peut sans crainte livrer en permanence son travail à l'évaluation. C'est ici qu'il faut insister sur la nécessité d'une telle évaluation et sur sa dissociation de la validation sociale de la personne comme travailleuse. Le travail doit être évalué dans sa double dimension de travail concret et de travail abstrait. Le travail de soins est concret : une chirurgienne orthopédique sait poser un diagnostic, interpréter une radio, réaliser un plâtre, opérer une fracture et ces tâches doivent être en permanence évaluées dans leur qualité. Il est également abstrait : la chirurgienne produit de la valeur économique qui va être évaluée par un prix de jour, une tarification à l'acte, déterminés dans une convention avec l'Assurance maladie, ou par un prix de marché si le soin est mené hors convention. Ces deux évaluations, nécessaires, sont marquées par l'aléa : aléa des méthodes d'évaluation d'un travail concret lui-même soumis aux aléas de sa réalisation ; aléa des critères et des pratiques du conventionnement ou du marché des soins. L'inévitable aléa de l'évaluation du travail dans sa double dimension abstraite et concrète ne doit pas avoir d'incidence sur le statut économique de la personne au travail car elle n'en est pas responsable. La distinction entre validation de l'activité et validation de la personne est au cœur du communisme en cours de construction.

La permanence de la validation sociale des personnes comme capables de produire de la valeur s'exprime dans un salaire à la qualification attaché à la personne, droit politique inaliénable, évolutif de la majorité à la mort. Le premier niveau de qualification est automatiquement attribué à 18 ans, quel que soit le niveau de scolarité ou le handicap, et la montée en qualification est possible jusqu'à la mort par des épreuves portant sur l'expérience professionnelle, sans que le salaire puisse être interrompu ou diminué. Cette confirmation permanente des personnes dans leur statut économique, qui les libère de la suspicion dans laquelle les tient l'organisation capitaliste, est la condition, non suffisante mais nécessaire, de la responsabilité des travailleurs sur la production, laquelle ne peut s'exercer que par une évaluation du travail dans ses deux dimensions, évaluation marquée, elle, par l'aléa.

Libérer le travail : *voice* ou *exit* ?

Lorsqu'Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail et secrétaire général de la Fédération des métaux de la CGT, aligne en 1946 la pension de retraite du privé sur celle de la fonction publique en en faisant la poursuite d'un salaire de référence et non pas le différé de cotisations de la carrière, il dissocie le droit au salaire

de la validation sociale des activités puisque la qualification, base de calcul du salaire, n'est plus un attribut de l'emploi du retraité, mais de sa personne même. Contre ce droit au salaire des retraités, la bourgeoisie va entreprendre une réaction déterminée pour, dès 1947, créer un régime complémentaire, l'AGIRC (étendu à tous les travailleurs du privé dans l'ARRCO dans les années 50-60), qui fait de la pension le différé des cotisations cumulées dans un compte personnel, et dont Macron veut faire la matrice, capitaliste, de l'unification des régimes. Soutenir l'enjeu de classe du caractère salarial de la pension suppose de conquérir la pension comme poursuite de l'intégralité du salaire net des six meilleurs mois⁴. À Réseau salariat, nous préconisons que ce passage de la qualification du poste à la personne, fondateur d'une pratique communiste de la retraite face à sa pratique capitaliste de différé d'un compte de cotisations, soit bien avant 60 ans, à 50 ans par exemple⁵. Loin d'être relégués dans la marge du bénévolat, avec des « seniors » marginalisés dans les entreprises dès 45-50 ans, les retraités cinquantenaires seront ainsi à l'avant-garde de la conquête pour tous les adultes d'un droit au salaire indépendant de la validation sociale des activités. Au service de quoi ?

Il est fondamental que cette indépendance entre salaire et activité soit constitutive d'un nouveau statut économique des personnes au service de leur responsabilité commune sur la production. C'est une conquête difficile, car l'irresponsabilisation des travailleurs sur les fins et les moyens de leur travail est au cœur du capitalisme. Il n'est que de voir combien les gestionnaires d'hôpitaux et d'Agences régionales de santé, qui ont organisé depuis des décennies l'incapacité du système de soins à lutter contre une pandémie qui les a complètement dépassés, sanctionnent aujourd'hui les soignantes et soignants qui depuis des mois ont assumé cette lutte sans eux, contre eux, en reprenant du pouvoir sur leur travail.

À la place d'un évidemment très difficile *voice* pour la conquête de droits rendant effective la souveraineté des travailleurs sur leur travail concret s'offre la tentation d'un double *exit*.

Le premier, majoritaire parce qu'au cœur de la tradition syndicale et de ses conquêtes, est la conquête d'un

temps hors-travail sans interrogation collective sur la valeur créée pendant le temps de travail. Il y a bien interrogation individuelle, dont témoigne la souffrance au travail de tant de personnes qui ne se reconnaissent plus dans le travail qui leur est imposé, mais elle conduit davantage à une aspiration à être libéré du travail (« vivement la retraite ! ») qu'à une organisation collective du refus de travailler selon les directives du management.

Le second *exit*, minoritaire, monte en puissance devant la brutale prise de conscience du mur écologique, anthropologique, territorial, vers lequel fonce l'organisation capitaliste du travail. Alors que le premier *exit* pose « la valeur » comme une donnée de nature, le second y voit le cœur du capitalisme et fait du travail abstrait l'origine de nos malheurs. Dès lors que la production est organisée selon des normes abstraites de travail qui excèdent les règles d'exécution des activités concrètes, le monstre serait là. Nous serions sauvés en nous débarrassant du travail, de la valeur, de la monnaie, pour vivre dans la transparence d'activités menées sans choix collectif sur ce qui vaut et ce qui ne vaut pas. Or autant il est fondamental d'avoir des tas de moments de la vie sociale hors de la valeur, autant il est irresponsable de rêver d'une société sans choix de valeur, à la fois appauvrie de la fécondité qu'il y a à transformer des activités en travail et débarrassée magiquement de la violence qu'implique une telle transformation, une violence qu'il s'agit de politiser et non de nier. **P**

- 1 Que l'on peut compléter par trois entretiens, dans la revue belge *Échos de Picardie* (décembre 2020), dans *Le Vent Se Lève* (lvsl.fr 4 sept 2020) et dans *La Lettre du Centre Pierre Naville* (n° 7, juin 2020).
- 2 La protestation peut se traduire dans une prise de parole (*voice*) ou dans une défection (*exit*). Albert O. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty*, Harvard University Press, 1970.
- 3 Bernard Friot, *Vaincre Macron*, La Dispute, 2017 ; Bernard Friot et Judith Bernard, *Un désir de communisme*, Textuel, 2020.
- 4 Porté au salaire net moyen mensuel actuel (2 300 euros) s'il est inférieur et plafonné à 5 000 euros net.
- 5 Voir le site www.reseau-salariat.info